

Discours du Président de la République depuis l'usine d'ArcelorMittal Mardyck.

Merci beaucoup. Merci pour ces annonces, ces confirmations et je suis heureux de me retrouver parmi vous. Je remercie les ministres d'être là, Monsieur le vice-président de la Commission européenne, nos Parlementaires qui sont là parmi nous, Monsieur le président du Conseil régional, Monsieur le président du Conseil départemental, Monsieur le maire de Dunkerque, Madame la maire, Mesdames et Messieurs les maires, et Mesdames, Messieurs, vous toutes et tous.

Je suis très heureux de vous retrouver, très heureux d'être parmi vous ici, dans ce merveilleux site qui a donné lieu à ce bel investissement qu'on voit ces dernières années et au jour d'une annonce qui est très importante. Et je suis simplement venu ici pour passer quelques messages très simples.

Le premier message, c'est de vous dire que ce que vous faites chaque jour, c'est très important pour nous, Français, pour nous, Européens. On a besoin d'une sidérurgie française et européenne. Et vous pouvez être fiers de votre travail, fiers de ce que vous produisez, on en a besoin. Parce que le combat qui est le nôtre, c'est d'être plus fort, plus productif et plus indépendant. Et si on veut produire des voitures, produire des infrastructures dans notre Europe, on a besoin de produire de l'acier européen et de l'acier plus décarboné. Et au fond, la bataille, les trois objectifs qu'on doit poursuivre, c'est de la croissance et de l'emploi, c'est de la décarbonation pour notre climat et c'est de la souveraineté européenne, de l'indépendance. Cette bataille, c'est celle qu'on a menée ces dernières années, c'est celle que les annonces d'aujourd'hui sont en train de consolider. Mais tout ça, ça ne tombe pas du ciel.

Ce n'est pas des annonces coup de poing, ce n'est pas des annonces simplistes, parce que la situation dans laquelle on est, est très compliquée et donc c'est le fruit de notre mobilisation à tous. Et le deuxième message que je suis venu passer, c'est que cette bataille pour décarboner, pour être indépendant, pour produire, elle est possible, mais si tous ensemble, on s'engage.

D'abord vous. Et donc je veux vous remercier, je veux vraiment remercier l'ensemble des collaboratrices, des collaborateurs du groupe, parce que c'est vos savoir-faire, c'est votre engagement qui, au premier chef, permettent de convaincre votre industrie d'investir. C'est parce que vous êtes bons. Et donc, je sais qu'ici, il y en a qui sont là depuis des décennies, dans le groupe. Il y en a qui viennent d'arriver et qui sortent d'école. Il y en a qui se sont reconvertis. Mais vous formez un collectif. Ce savoir-faire, ces compétences, c'est un trésor. Donc, il faut le préserver. Puis après, on s'est mobilisés, côté français, côté européen, pour défendre, pour pouvoir investir et regarder devant.

Et alors, j'ai lu la presse ce matin, certains disaient : « oh, il vient d'annoncer un four, il en fallait deux, il fallait le processus hydrogène. » Il y en a d'autres qui me disent : « non, mais il ne fallait pas du tout faire ça, il fallait nationaliser. » Bon. Alors moi, je vais vous dire, je sais d'où on vient et je sais où on était il y a 2 ans, il y a 3 ans. Le moment qu'on est en train de vivre, il n'était pas écrit du tout et on aurait pu plutôt se retrouver pour savoir comment il fallait restructurer et comment on expliquait qu'il fallait recycler des emplois. Parce que depuis trois ans, notre sidérurgie européenne, elle est sous le feu d'attaques et elle est en grand risque.

La situation dont on parle, c'est quoi ? Depuis la sortie du Covid, la montée des prix de l'énergie. Vous le savez, vous êtes une industrie qui a besoin de beaucoup d'énergie. Ces prix, ils ont flambé en Europe : à cause de la guerre, la montée du prix du gaz, à cause aussi de tas d'autres facteurs qui ont fait qu'on a eu une électricité, mais surtout un coût de l'énergie généralement, qui a monté, qui a fait souffrir notre industrie. On était dans une panade terrible. Deuxième problème, il faut vendre. Et on était sous le coup d'une concurrence déloyale terrible. On avait des pays qui ne respectaient pas nos normes en matière de climat, qui venaient envahir le marché en mettant des volumes. Concurrence déloyale au moment où on commençait à décarboner. Et puis, troisième chose, la Chine qui s'est mise à produire, en sortie de Covid, des volumes massifs qu'elle est venue déverser sur le sol européen.

Avant Covid, on produisait en Europe environ 160 millions de tonnes. On doit être aujourd'hui à 128, 130. Donc, en vrai, tous les projets qu'on avait en 2022, nos 50 sites industriels, quand j'ai dit : « on va décarboner, on va investir ici », tout était à l'arrêt à cause de ça. L'électricité, on n'était pas protégés face à la Chine. On avait des volumes qui venaient d'autres pays qui ne respectaient pas les mêmes normes que nous, concurrence déloyale.

Il y a un an, on m'a dit : « on ne va pas investir sur Dunkerque, on ne va pas investir sur Fos », le groupe, je suis honnête, « parce qu'en vrai, on ne sait pas si on va survivre ». Les volumes continuent de baisser. On ne sait pas si notre sidérurgie européenne, on va réussir juste à la maintenir. On en était là. Et ce que je vous dis là, ce n'est pas juste un scénario fiction.

Regardez ce qui est en train de se passer en Europe. Regardez ce qui se passe sur la chimie, par exemple, sur laquelle on a sans doute réagi plus tard que sur la sidérurgie. Regardez ce que le secteur automobile ou la machine-outil subit. Regardez ce que de grands pays industriels, plus industrialisés que nous, parce qu'ils avaient moins souffert il y a 20 ans, subissent. L'Allemagne, ces 2-3 dernières années, elle a détruit 250 000 emplois industriels. Eh bien, qu'est-ce qu'on a fait ? Parce que vous êtes bons, parce que vous êtes là, on s'est mobilisés tous ensemble. Donc, si on est là aujourd'hui, c'est qu'on s'est fortement mobilisés.

Côté français, on a dit : « on va se battre pour que vous ayez des prix de l'énergie compétitifs ». Et là, je veux remercier EDF, parce que c'est notre champion français, qu'on a renationalisé ces dernières années, parce que ça, ça valait le coup de le nationaliser, parce qu'il fallait pouvoir défendre des prix, un peu protéger une autre organisation au niveau européen. On l'a fait.

Eh bien, EDF a mis en place des contrats de long terme. Et donc, votre groupe, il y a quelques semaines, fin d'année dernière, a signé un contrat, c'est les fameux, vous entendez peut-être parler, CAPN, c'est-à-dire un contrat très longue durée qu'on réserve aux électro-intensifs sur 18 ans, ce qui fait qu'on est les plus compétitifs d'Europe. Ça, c'est la chance de la France, c'est la chance de l'industrie française de l'électricité, en particulier du nucléaire. Et donc, l'électricité, trop coûteuse, on l'a réglée grâce à EDF, grâce à ça. Puis, on va continuer, parce que pas loin d'ici, le nucléaire français va continuer de porter ses couleurs, puisqu'on a 2 EPR qui arrivent à Gravelines. Donc on continue d'avancer.

À côté de ça, on s'est dit, on va devoir vous aider à avancer, et on a mobilisé nos C2E, ces fameux contrats qui permettent justement de redonner à l'industriel cela. Ça, c'est le côté français. Et puis on s'est tout de suite tournés vers l'Europe et on leur a dit, si vous ne nous protégez pas, si vous ne réagissez pas face à cette concurrence déloyale, on est foutus. Alors on a mis en place, c'est ce qu'a fait la Commission, un système. Vous avez peut-être entendu parler de ces fameuses clauses de sauvegarde. Mais qu'est-ce que ça veut dire ? On a dit, on met des quotas en place. S'il y a plus que 13 % du volume européen qui est importé, on vous remet 50 % de tarif. Parce que ça veut dire qu'on est en train de casser l'industrie européenne. Et donc, on a mis ces quotas en place, ça a été une décision, on l'a enclenchée au printemps dernier. Elle a été annoncée à l'automne dernier. Elle sera déployée dans les prochaines semaines. Mais on dit que quand, sur le marché européen, on dépasse 13 % du marché qui est importé, on met 50 % de droits de douane pour protéger l'acier qui est produit en Europe, pour garantir des volumes. Ça, c'était répondre à ces fameuses importations excessives qui venaient de Chine et d'ailleurs.

Et puis, la deuxième chose au niveau européen qu'on a faite, c'est qu'on a mis en place ce que vous avez peut-être entendu appeler ce mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Ça, ça veut dire qu'en fait, on demande aux gens qui importent les mêmes règles que nous. Et on dit, vous voulez importer de l'acier chez nous ? Il faut qu'il soit aussi décarboné que le nôtre. Sinon, on vous met une taxe. Et ça, ça nous protège. Ces 2 choses-là faites au niveau européen, plus notre prix de l'électricité français, et ce contrat sur 18 ans, plus nos C2E, tout ça a fait que l'entreprise qui hésitait, le groupe qui disait, l'Europe, la France ne sont plus compétitifs, ont décidé de ces investissements.

Ces 500 millions ici, sur ces fours, et puis les 1,3 milliard d'euros d'investissement que vous venez de confirmer pour le premier four électrique d'Europe qui est décidé par le groupe. Et vous pouvez être fiers de ça.

Ce que je veux vous dire ici, c'est qu'il ne faut jamais céder à la fatalité. C'est qu'on est dans un monde qui est de plus en plus brutal, où tout s'est un peu déréglé. Mais quand on a de la compétence humaine et du savoir-faire, quand on décide de se mobiliser et de jouer sur nos forces, l'électricité et le nucléaire en France, quand on décide de se mobiliser au niveau européen pour investir et pour protéger, ce qui n'est pas un gros mot, parce que se protéger face à la concurrence déloyale, c'est ce dont on a besoin. Il ne faut pas être naïf. On a un avenir industriel.

Et donc, on va recréer des volumes, c'est 2 millions de tonnes, mais ce n'est qu'un début, parce qu'on va aller plus loin. On va stabiliser, ça va se consolider. Mais moi, ce que je veux, c'est qu'on aille au bout de l'aventure, c'est-à-dire qu'on arrive avec le groupe à bâtir le deuxième four, à continuer sur l'hydrogène, c'est qu'on donne un avenir à Fos, qui est un site essentiel et qui, grâce ce qu'on a fait, Fos a aussi un avenir, parce qu'il a du volume garanti. Et donc, on va continuer d'avancer pour la sidérurgie française et européenne.

Ce n'est qu'une étape, mais c'est une étape fondamentale. Et elle se fait là, regardez, dans une région qui est en train de réinventer l'industrie de demain, là où tous nos voisins européens sont en train de détruire de l'emploi industriel. Nous, rien n'est gagné. Ça, je vous garantis. On a chaque jour à se battre. Parce que ce n'est pas gagné. On a des secteurs qui vivent en difficulté. Malheureusement, on a des licenciements qui sont annoncés aussi dans tel ou tel secteur, mais notre industrie est en train de repartir.

On continue à créer de l'emploi industriel. Pourquoi ? Parce qu'on innove. Et donc, dans la région, qu'est-ce qu'on a ? Dans un instant, ProLogium qui va poser sa première pierre, qui est un investissement étranger qu'on attire sur le Dunkerquois et qui va permettre de faire de la gigafactory de batterie. Formidable avancée et qui, là aussi, est de l'industrie de demain, qui permet de faire cette mobilité électrique, de dire, on va produire de la batterie électrique. On a Verkor qui va produire cette année et qui va permettre aussi de faire des batteries électriques. On n'a pas très loin d'ici à Douai, Envision, AESC qui produit déjà les batteries électriques. Elles sortent de l'usine et elles vont dans nos R5 qu'on produit aussi à Douai. On nous disait, vous ne produirez plus jamais de R5 en France, vous êtes des fous. Non, on peut le faire parce qu'on est compétitif sur l'électrique, parce qu'on a aussi des facteurs de compétitivité.

On a Gravelines avec nos EPR, on a le Grand Port maritime de Dunkerque qui est une force, qui est un hub logistique de compétitivité. Et je pourrais continuer et continuer, mais dans le Dunkerquois, dans le Douaisis, à Maubeuge, on a réussi ces dernières années une vraie transformation qui est de remettre de l'énergie décarbonée, de construire des batteries électriques, de remettre de la production automobile décarbonée et aussi de l'acier, et je pourrais aussi citer Aluminium Dunkerque, pour lesquels on a des grands projets et sur lesquels on fera des annonces importantes dans les prochains mois, parce qu'ils correspondent exactement à ce qu'on vient de dire.

Donc vous le comprenez, il y a pour la région, mais pour notre pays et pour l'Europe, un avenir industriel. Il est possible, mais il suppose d'avoir des femmes et des hommes comme vous engagés, compétents, volontaires. Il suppose d'avoir une Europe qui simplifie, qui est plus compétitive, une Europe qui se dérisque de ses grands compétiteurs, une Europe qui innove et qui investit, et une Europe qui protège ces 4 piliers de la stratégie européenne. C'est ceux qui nous permettent d'avancer, ceux que la France défend, ceux qu'on veut pousser avec la Commission européenne et ce qu'on a réussi à faire sur l'acier et qui nous permet d'être là aujourd'hui.

Voilà, mes chers amis, ce que je voulais vous dire. Mais vous pouvez être très fiers de ce qui est annoncé aujourd'hui. Moi, je remercie ArcelorMittal de ses annonces du jour, de ses 500 millions d'euros investis ici, de ce 1,3 milliard d'euros investis sur ce four à arc électrique qui permettra cette compétitivité. On va continuer, on ne va rien lâcher.

Mais vive la sidérurgie, vive l'industrie, vive la République et vive la France !